

## Le Chaos ?

J. P. Stroot

Un an a passé. La guerre d'Irak reprend de plus belle. L'Afghanistan ne se porte pas mieux. Le Kosovo ne se remet pas. «Mais que faites vous du terrorisme, mon bon Monsieur !». Il est navrant que les coalitions diverses qui ont pris la responsabilité, sinon de déclencher, au moins de faire exploser ces conflits latents, s'en remettent à des discussions et sentences du niveau «Café du Commerce», ce lieu où traditionnellement chacun refait le monde à sa guise en prenant son petit café du matin. Pensent-elles de cette façon faire mieux passer leur politique de désordre organisé auprès de l'électorat? Le risque qu'elles encourent est de se trouver prisonnières de leurs propres explications et de ne plus contrôler un désordre qui tend vers le chaos.



(Suite à la page 3)

## Mercenaire en Irak

Laurent Calligé

Les récentes prises d'otages et assassinats de «civils» occidentaux en Irak ont levé le voile sur une pratique jusqu'ici ignorée des citoyens: la privatisation de la guerre.

De fait, en guise de civils, les quatre américains immolés à Fallujah étaient des mercenaires de l'entreprise privée *Blackwater* et les quatre otages italiens étaient en arme. Actuellement, il y aurait 20 000<sup>1</sup> «soldats privés» en opération, recrutés aux quatre coins du monde par plus de 25 firmes américaines, sud-africaines, chiliennes, israé-

liennes ou britanniques pour le compte d'entreprises de «reconstruction». Le premier employeur semble cependant être... le Pentagone.

Militairement, leur présence est devenue indispensable à la coalition: mis à part l'armée britannique et l'élite des formations américaines, l'essentiel des troupes des «coalisés» a refusé l'engagement au sol qui tend à devenir la réalité quotidienne du «nouvel Irak». Ces supplétifs permettent donc de pallier l'absence sur le terrain de contingents, murés dans leurs casernes, dont la présence est avant tout politique et symbolique.

Ainsi, à Kut, ce sont des mercenaires qui auraient tenu la ville après la mort d'un soldat ukrainien en avril,

incident qui conduisit au retrait provisoire du contingent ukrainien. De part l'absence de tout contrôle démocratique sur leurs actions et leur discrétion, ils peuvent être engagés dans les opérations de contre-insurrection dont on sait que chantage, torture et assassinat sont l'alpha et l'oméga. Leurs pertes (et celles qu'ils occasionnent) ne sont pas comptabilisées. L'armée américaine remplace les militaires particulièrement exposés (chauffeurs, escortes, surveillance des institutions, garde du corps de l'administrateur Brenner, gestion des prisons) par des mercenaires.

Le nombre de victimes officielles en est amoindri et atténué un bilan humain qui va s'alourdissant.

(suite à la page 2)

### Sommaire

Le Chaos ?	1	Vers une relance de la course aux armements ?	10
Mercenaire en Irak	1	Perspectives d'une nouvelle politique étrangère indienne	13
L'Irak en livres et revues	2	Irak : Bilan provisoire d'une guerre durable	14
Le marché, la paix, la guerre	4	Dernières (mauvaises) nouvelles	14
Un livre bienvenu	8	Les Cahiers de GIPRI	15
Femmes en guerre, femmes de paix	9	Livres et revues, Contact	16

(Suite de la page 1)

Leur présence massive soulève cependant un grand nombre de questions : juridiquement, quel est leur statut, et de quel droit relève leurs actions puisque n'étant pas des soldats, ils ne relèvent pas de la justice militaire de leur armée? Théoriquement, ils dépendent des juridictions irakiennes, ce qui, vu la situation de chaos, revient à leur accorder une totale impunité.

L'autre question en suspend est celle de leur financement : de par la nature et la dangerosité de leurs mis-

sions, les salaires sont élevés, a minima 4000\$ mensuel avec primes de 1000\$ par jour lors des opérations les plus risquées. Un eldorado pour ces hommes dont les plus cotés sont des anciens des *forces spéciales* américaines, SAS britanniques, Gurkhas népalais, mais aussi des commandos Sudafricains et des hommes de l'armée chilienne<sup>2</sup>.

L'Irak n'est qu'un révélateur de l'émergence de ces officines dont les moyens et les modes d'actions renvoient les Bob Denard et les Christian

Tavernier<sup>3</sup> au rang d'amateurs sympathiques. Le marché mondial de la sécurité et du paramilitaire est estimé à 100 milliards de dollars et il est l'un des plus lucratif avec les ventes d'armes.

Laurent Calligé

<sup>1</sup> David Barstow, *The New-York Times*, 19 avril 2004

<sup>2</sup> Bill Berkowitz, *Mercenaries 'R' Us*, 20 avril 2004 on <http://www.alertnet.org>

<sup>3</sup> Parmi les plus célèbres mercenaires français et belges

## L'Irak en livres et revues

En publiant le récit de sa mission de chef des inspecteurs en désarmement chargé de la vérification des armes de destruction massive irakiennes, Hans Blix évite soigneusement la posture polémique. Dans son livre *Disarming Iraq*, traduit en français par *Irak, les armes introuvables*<sup>1</sup>, il concilie franchise, retenue et souci de la véracité historique. Sa conclusion vaut d'être citée : « Le droit de légitime défense est reconnue en cas d'agression armée effective, par exemple l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990. Si l'on soutient que, dans certaines situations, les Etats doivent avoir le droit de faire usage de la force *par anticipation* lorsqu'ils prévoient une agression – d'intervenir préventivement –, une question se pose aussitôt : comment peut-on déterminer que l'agression allait vraiment avoir lieu ? Dans certains contextes, c'est peut-être facile, et chacun en conviendra. Nul besoin d'autorisation en bonne et due forme. Mais dans d'autres, surtout lorsque rien ne presse, le bien-fondé de l'action préventive risque d'être contesté et, si les assertions de ses services de renseignement ne sont pas convaincantes, l'Etat qui l'aura menée sera accusé d'avoir abusé de son droit à l'autodéfense. Ce qui s'est passé en Irak en 2003 n'a pas renforcé la thèse du droit à l'intervention préventive.<sup>2</sup> » La suite des événements confirme l'inquiétude.

*La revue internationale et stratégique* – publication de l'IRIS – consacre sa livraison 53 (printemps 2004) à l'image de la France dans le monde après la guerre d'Irak. Plus de la moitié des articles concerne en réalité des points de vue de Français (de Renaud Donnedieu de Vabres à Francis Wurtz en passant par Michel Rocard et Laurent Fabius) eux-mêmes sur la politique étrangère de la France. Les contributions d'auteurs étrangers méritent l'attention. On retiendra ceux du Mexicain Rafael Fernández de Castro, du Russe Fyodor Lukyanov, du Roumain Cristian Preda et du Chinois Zheng Ruolin, de l'Étatsunien Daniel Serwer. L'ensemble, plus ou moins charpenté, est mesuré. R.F de Castro, directeur du département d'Études internationales à l'Institut technologique autonome du Mexique et directeur de *Foreign Affairs* en espagnol, intitule sa contribution : « L'adhésion du Mexique à la position de la France : nécessité, affinités et ingénuité. » Il analyse avec finesse les contingences culturelles et conjoncturelles, concluant : « Il semble peu probable que les différences structurelles entre les deux pays permettent qu'une telle convergence de vues ne se reproduise. » Rédacteur en chef de la revue *Russia in Global Affairs*, Fyodor Lukyanov considère « une Amérique « simple » face à une Europe « complexe » » notant : « L'UE a fait la preuve de son incapacité à devenir une alternative aux Etats-Unis, ce que souhaitaient pourtant de nombreuses personnes à Moscou. » Dans « Une reconquête fragile du cœur des Arabes », Mohamed Fall Ould Oumère, rédacteur en chef de l'hebdomadaire mauritanien *La Tribune* note la fragilité et la volatilité de la présence française dans les médias et l'opinion arabes. La résurgence des tribalismes et des théocraties est la rançon du dédain envers les citoyens, l'Etat et la politique, ainsi qu'en témoigne le livre *Tribus et pouvoirs en terre d'islam*<sup>3</sup>.

Dans *Le Monde diplomatique* d'avril 2004, Gilbert Achcar fait écho à plusieurs analyses précédentes, par son article « Le nouveau masque de la politique américaine au Proche-Orient ». Il cite l'Égyptien Nader Fergany, principal auteur du *Rapport sur le développement humain arabe*, malmené par le « *working paper* » de Washington intitulé « Partenariat G Grand Moyen Orient ». Gilbert Achcar écrit : « De la même façon, écrit-il en exprimant un sentiment fort répandu dans la région, Washington cherche à « compromettre » l'Europe dans son propre projet. Cela concerne surtout les Etats – l'Allemagne et la France au premier chef – auxquels l'opposition à l'invasion de l'Irak « a gagné popularité et respect auprès du peuple arabe au point que les forces de changement dans la région voient en eux d'importants alliés ». Si ces pays adhéraient aux vues américaines, continue Fergany, « ils perdraient largement le capital politique que leur a valu leur soutien limité aux droits arabes » et rateraient une occasion historique de partenariat avec les forces de changement dans la région. Peut-être est-ce là même, ajoute-t-il, « un objectif latent » du document de Washington ». la livraison de mai du *Monde diplomatique* ne manque pas de revenir sur l'Irak. Dans son article « Irak, l'Eldorado perdu », Ibrahim Warde, chercheur au Center for International Studies du MIT, auteur du livre (à paraître) *The Financial War on Terror*, décrit le fonctionnement du « capitalisme de compères » associant affaires et politiques dans la destruction-reconstruction de l'Irak. Marchés captifs, passe-droits, législation ad hoc, surfacturations répétées, opacité extrême sont les ingrédients de ce capitalisme de compères, fort différent des canons du capitalisme de marché. Dans le même numéro, Noam Chomsky évoque « L'autisme de l'Empire ». Il écrit : « Si les liens entre l'ancien régime irakien et le réseau terroriste Al-Qaïda n'ont jamais existé, tout le monde admet que l'Irak occupé est devenu un « sanctuaire de terroriste ». Cela a été bien montré en particulier par Jessica Stern, spécialiste en terrorisme de l'université de Harvard dans une étude publiée par le *New York Times*<sup>4</sup> après la destruction du siège de l'ONU à Bagdad. » L'éditorial de la Lettre du CIRPES, *Le débat stratégique*, intitulé « Mensonges et châtements », aborde notamment la question de l'influence de la guerre en Irak sur la campagne électorale étasunienne : « Le parti populaire d'Aznar a payé le prix, mais les déboires quotidiens en Irak ne feront pas plier l'Amérique. Il y a maintenant deux candidats pro-guerre en compétition...G.Bush et « Jean François » Kerry...Cela ouvre la voie pour une candidature de Nader comme seul candidat anti-guerre – ce qui pourrait donner la victoire à Bush...en même temps, les Etats-Unis sont partis en guerre contre l'Irak entier – pour ne pas dire tout l'Islam – et Bush le Croisé monte dans les sondages. »

G.G.

<sup>1</sup> Hans Blix, *Irak, les armes introuvables*, Paris, Arthème Fayard, 2004.

<sup>2</sup> Ibidem, p.444.

<sup>3</sup> Hosham Dawod, *Tribus et pouvoirs en terre d'islam*, (dir.), Paris, Armand Colin, avril 2004.

<sup>4</sup> Jessica Stern ; « How America Created a Terrorist Haven », *The New York Times*, 20 août 2003.

## Le Chaos ?

(suite de la page 1)

L'exemple récent le plus parlant est la confusion entretenue au-delà de l'évidence par le gouvernement espagnol à l'occasion des attentats du 11 mars. Il a créé une situation typiquement chaotique<sup>1</sup>, qu'il n'a plus pu contrôler.

Bien sûr, les actes à caractère terroriste se multiplient. Des groupes les érigent en moyens de promouvoir leurs aspirations et le terrorisme en est une expression, mais cela n'en fait pas une idéologie en soi. Il y a autant de terrorismes que de groupes. Tous sont des déviances qui ne trouvent aucune justification, même pratique. Le premier d'entre eux est souvent l'Etat lui-même<sup>2</sup>. Tous les terrorismes ont fait long feu dans l'histoire récente, non sans avoir provoqué des dégâts difficilement réversibles, dont, en tout cas, la réparation demande un temps considérable. Aucune société ne ressort indemne de la tension extrême qu'ils apportent. Les recettes immédiates qu'ils inspirent, car les plus aisées, font appel à des mesures de sécurité draconiennes qui n'hésitent pas à limiter les libertés publiques et ouvrent la voie à un autoritarisme rampant. Il ne s'agit plus d'assurer la sécurité à laquelle chacun aspire légitimement, mais de passer au sécuritarisme, un néologisme qui érige sécurité et précaution en doctrine prioritaire. L'origine de l'insécurité n'a plus d'importance. Certains types de contrôle relèvent du spectacle plutôt que de la prévention rationnelle. Le Grand Guignol n'est pas toujours loin<sup>3</sup>. Il est efficace pour créer une psychose de méfiance et de suspicion qui délite le tissu social.

Il ne s'agit pas ici de juger des politiques proposées et suivies par les uns et les autres. Chacun détermine ce qu'il préfère et ce qu'il abhorre. Le propos est de tenter de comprendre l'origine des choix, dont certains semblent mener au chaos comme les étoiles se dirigent inexorablement vers le trou noir le plus proche. Le désordre peut être aménagé et contrôlé tant qu'il ne crée pas de situation chaotique. Au-delà, adienne que pourra. L'histoire abonde en situations similaires. Aujourd'hui, la prise de risque n'est pas l'effet du hasard.

L'assassinat du malheureux mercenaire italien par ses ravisseurs en Irak apporte-t-il une clé de l'énigme ? Interviewé par la TV suisse romande, il a

admis le danger d'être garde du corps armé à Bagdad, mais il a motivé sa présence par l'opportunité qu'offre la situation de faire de bonnes affaires. Telle est effectivement l'une des fonctions du désordre. Celui-ci attire toutes espèces de prédateurs, peu enclins d'ailleurs à se faire des cadeaux. L'article « Mercenaires en Irak » fournit des repères sur cette forme de privatisation de la guerre.

Les affaires se traitent à tous les niveaux. La concurrence entre compagnies pétrolières est un paramètre important, mais il n'est pas le seul. L'article « Le marché, la paix, la guerre » éclaire les notions de commerce et de marché à la lumière des connivences mises en lumière par le gouvernement irakien, système qu'Ibrahim Warde nomme « capitalisme de compères », pour le distinguer de l'authentique capitalisme de marché. En Irak, les infrastructures doivent être reconstruites et passent sous contrôle de compagnies étrangères. Les soldats de la coalition meurent et les contribuables payent non seulement les dépenses militaires mais également des compagnies privées qui assurent des tâches de police auxiliaire sans offrir les garanties de formation au droit humanitaire<sup>4</sup>.

En fait, depuis une cinquantaine d'années, un système néocolonial s'est rapidement reconstitué sur les restes des empires coloniaux. Ceux-ci n'ont jamais entièrement abdicué. Ainsi aucun gouvernement du Proche Orient n'a réussi à créer une économie autonome depuis la décolonisation. Une telle politique possède sa logique. Le monde développé ne peut survivre qu'en contrôlant les sources de matières premières hors de sa juridiction propre. Sans le pétrole, il n'aurait aucune raison de maintenir des bases armées à des milliers de kilomètres de ses centres. La promotion de la démocratie dans des pays livrés à des pouvoirs autocratiques, qui ont longtemps tiré leur légitimité de l'accord des colonisateurs, n'est qu'un prétexte qui ferait sourire s'il n'était l'occasion de massacres et d'exactions. Chaque jour tient le compte des soldats de la coalition tués en Irak. Le nombre de tués irakiens n'est mentionné qu'occasionnellement. Il est de dix à vingt fois plus élevé. Dans ces conditions, il n'est pas possible de penser que les initiateurs de la guerre ont cru un moment obtenir l'adhésion de la population. En Europe, au cours de la seconde guerre mondiale,



certain ont collaboré avec l'occupant. Le langage des responsables de la coalition en Irak est parfaitement parallèle à celui tenu en Europe occupée. Les plus anciens se rappellent avoir entendu alors le mot de terroriste pour la première fois. Il répond en ce cas à une relation entre dominants et dominés.

Une caractéristique essentielle de ces combats est l'asymétrie des moyens, moyens militaires, moyens économiques. La notion de guerre asymétrique<sup>5</sup> a d'ailleurs été développée à l'occasion des attentats attribués aux groupes terroristes. Ceux-ci ont provoqué des tueries et des destructions sans commune mesure avec leur importance numérique. La guerre d'Irak a duré moins de trois semaines. La résistance des troupes de Saddam Hussein n'a été que symbolique si l'on en croit les rapports. Il aurait été dément de leur part d'en faire plus devant une supériorité technique totale. Désormais, cette supériorité ne sert plus à grand-chose, si ce n'est à assurer que l'ennemi ne peut en aucun cas gagner une vraie bataille. Fallouja est un exemple typique de cette situation<sup>6</sup>. Les Irakiens peuvent fêter l'échec de la coalition. Celui-ci ne la fera pas quitter le pays ni, surtout, céder sur le contrôle du pétrole. Il peut seulement maintenir un chaos qui dépasse les conditions tolérables du désordre. Or le chaos s'installe, à trop jouer avec le feu. Pour la coalition, il s'agit maintenant d'impliquer l'ensemble du monde industriel dit occidental. Comme personne n'ose dire la vérité, une partie de poker menteur se déroule. Effectivement, les approvisionnements ne se-



raient plus garantis si l'Irak était abandonné à la guerre civile. L'instabilité présente entraîne déjà une augmentation du prix du baril qui met en danger l'économie et l'équilibre social du monde industriel.

C'est à ce stade que se manifeste le mieux la perception de la notion de chaos. La guerre contre le terrorisme permettrait éventuellement d'aboutir à un ordre destiné à assurer la stabilité du monde développé. Si celui-ci se fessait au prix de la précarité et de la soumission des plus faibles, il resterait instable à moyen terme. Si, comme les symptômes le montrent, des ruptures sociales menacent, de façon encore imprécise, les états démocratiques, le système répressif créé à l'occasion de la guerre pourrait être utilisé à usage interne et

dérivé vers l'autoritarisme. La psychose sécuritaire est-elle innocente ou répond-elle à d'autres visées ? Le caractère permanent attribué à la guerre contre le terrorisme est en soi une instrumentalisation de la sécurité. Il suffit d'une chiquenaude pour passer d'une trajectoire à une autre et de décider ainsi de l'évolution de nos sociétés. Les dangers sont immenses si s'ajoutent à ces considérations les arsenaux démentiels de toutes espèces d'armes, y compris nucléaires, et la prise de contrôle des développements technologiques par les forces militaires et policières, souvent dans une confusion inquiétante des genres. Ils ne sont pas inéluctables. Il revient aux citoyens d'en prendre conscience et d'agir en conséquence.

J.P. Stroot

## Le marché, la paix, la guerre

Gabriel Galice

La récente parution du livre de Jean-Louis Gombeaud<sup>1</sup> fournit l'occasion d'interroger les relations entre le marché, l'économie, la paix et la guerre. L'actualité éditoriale et politique vient alimenter cette occasion, en Irak, en Afrique, en Amérique latine et ailleurs.

Jean-Louis Gombeaud relève que « A la guerre, on se mesure, sur le marché on se compare » La relation est complexe et contradictoire. Pour comprendre, il faut passer des slogans aux concepts, des apparences aux réalités. « Commerce » vient d'un mot latin *cum-merce*, (de *merx*, *mercis*, la marchandise), soit *avec marchandise*. Le même mot donne *mercatio* (achat ou vente, transaction), *mercatus* (trafic, négoce, marché) ou *mercator* (marchand, commerçant.) Au XVI<sup>ème</sup> siècle, commerce désigne aussi les rapports entre personnes.

### Le commerce, c'est la paix ?

Depuis Montesquieu, la thèse de la pacification par le commerce est connue : « Mais il existe, outre la république fédérative, un moyen d'entretenir la paix entre Etats, le commerce. En instaurant entre les nations une dépendance réciproque (système de besoins mutuels), il est possible d'établir une paix durable entre elles. Deux pays qui commercent ensemble

hésitent avant d'entrer en guerre. Le commerce est l'activité de la paix, son reflet mais également sa garantie. Il est à la fois cause et effet de la paix<sup>2</sup>. » En penseur libéral conséquent, Benjamin Constant voit dans le commerce et la guerre deux moyens de « posséder ce que l'on désire » : « la guerre et le commerce ne sont que deux moyens différents d'arriver au même but : celui de posséder ce que l'on désire... Le commerce est une tentative d'obtenir de gré à gré ce qu'on n'espère plus conquérir par la violence<sup>3</sup>... » Pendant la guerre froide, Samuel Pizar promut la conquête par le commerce, mettant ses pas dans ceux du conquérant Benjamin Constant plus encore que dans ceux du paisible Montesquieu : « L'Union soviétique ne peut être conquise que par l'interpénétration industrielle, technologique et commerciale basée sur les intérêts réciproques. Une véritable et profonde interpénétration d'industrie à industrie, d'entreprise à entreprise, d'homme à homme qui permettra à chaque camp d'orienter les esprits vers les vrais problèmes intérieurs et les vrais défis globaux.<sup>4</sup> »

Indice de la relation entre le commerce et la paix, la bourse de New York réagit à la baisse devant les troubles politiques, les guerres, les attentats. Sur son site [http://www.wto.org/french/hewto\\_f/whatis\\_f/10ben\\_f/10b01\\_f.htm](http://www.wto.org/french/hewto_f/whatis_f/10ben_f/10b01_f.htm), l'Organisation Mondiale du Commerce reprend l'argument sous le titre : « Le système (de négociation commerciale internationale) contribue au maintien de la paix. » « La paix est en partie la ré-

<sup>1</sup> J.P. Stroot, *Désordre ...*, Bulletin du GIPRI n°8 (2003)

<sup>2</sup> M.Kohen, Les controverses sur la question du terrorisme d'Etat, dans *Le droit international face au terrorisme*, Paris, Pedone, 2002

<sup>3</sup> Le côté purement théâtral est manifeste. Plutôt que de confisquer une lime à ongle, il serait judicieux d'interdire d'avion tous les pratiquants d'arts martiaux qui n'ont nul besoin d'armes pour maîtriser un ou plusieurs membres de l'équipage ! Est-ce imaginable ?

<sup>4</sup> Sur la privatisation de la guerre, cf. P.Lock, sur le site [www.peter-lock.de](http://www.peter-lock.de) (majoritairement en allemand) et aussi le site de Human Rights Watch

<sup>5</sup> L'asymétrie des marchés est étudiée par ailleurs; cf G.Galice dans ce bulletin.

<sup>6</sup> Si l'on en croit les déclarations rapportées par les médias, l'armée américaine a remis la responsabilité de la ville à d'anciens soldats de Saddam Hussein car elle relèverait après tout des affaires intérieures de l'Irak. Une question naïve est alors de savoir pourquoi cette armée s'est déplacée à grands frais aussi loin de ses bases !

sultante de deux principes fondamentaux du système commercial : favoriser les échanges et offrir aux pays un moyen constructif et équitable de régler les différends portant sur les questions commerciales. La paix résulte aussi de la confiance et de la coopération que le système engendre et renforce sur le plan international (...) Disons, pour schématiser, que les vendeurs hésitent à se battre contre leurs clients. » A contrario, « l'histoire regorge de différends commerciaux qui ont généré des guerres. »

### Formes et forces du marché

La société de 1748 – date de publication de « l'esprit des lois » - n'est pas la nôtre. Le commerce était alors celui de nombreux *marchands* et de quelques *négociants au loin*, selon le distinguo de Fernand Braudel. Le gros négociant a peu de choses en commun avec le colporteur ou le boutiquier. Le commerce des épices mobilise et génère des capitaux importants. « Le « négociant », c'est le *katari* français ; le mot apparaît au XVII<sup>e</sup> siècle. En Italie, la distance est énorme entre le *mercante a taglio* et le *negoziante* ; de même en Angleterre entre le *tradesman* et le *merchant*, qui, dans les ports anglais, s'occupe avant tout d'exportation et de commerce au loin<sup>5</sup> (...) » Du colporteur au négociant en passant par le boutiquier, c'est une chaîne marquée à la fois par la continuité et par la discontinuité, par la ressemblance et par la différence. Cette chaîne véhicule à la fois du *stock* et du *flux*, du *matériel* (les marchandises) et du *symbolique* (les

effets de commerce, les pièces de monnaie garanties par l'autorité politique) de l'immédiateté et de la médiation, du face à face et de la triangulation, de la transitivité et de l'intransitivité, de la force et de la croyance (qui donne lieu au crédit) sous forme de confiance (une forme de foi).

Ces distinctions sont essentielles pour comprendre à la fois la diversité des marchés et la genèse du capitalisme, défini par Braudel comme lieu de la débrouille, loi du plus fort, négation du marché (notamment par la constitution du «private market», contre-marché que constitue la maîtrise d'une filière d'approvisionnement par le commerçant), association avec l'Etat<sup>6</sup>. En économiste, Michel Henochsberg prolonge l'analyse de l'historien : «Et contre une croyance courante, ce ne sont pas les marchands qui bâtissent le marché, c'est le Prince. C'est le Pouvoir qui trace le plan<sup>7</sup>.» Le commerce de Montesquieu prolonge «le doux commerce des hommes», les gens «d'un commerce agréable.» Il ne désigne pas le tout du marché, la diversité de ses formes géographiques, historiques, culturelles. Parler du capitalisme est une maladresse : ses formes et ses contenus varient.

Mireille Delmas-Marty pose ce problème dans son article [http://www.monde-diplomatique.fr/2003/07/DELMAS\\_MARTY/10236](http://www.monde-diplomatique.fr/2003/07/DELMAS_MARTY/10236) «Ordre juridique et paix positive» : «Ainsi apparaît en pleine lumière, dans le débat sur un futur ordre mondial, le risque du conflit entre les conceptions du droit qui privilégient les valeurs marchandes (concepts liés au marché) ou non marchandes (droits de la personne et de l'humanité).»

#### *Biens, produits et marchandises*

Le terme générique de biens couvre des produits et des marchandises. Les produits sont ceux de l'échange domestique ou de la coopérative. Les marchandises sont des produits exécutés indépendamment les uns des autres dont la finalité est le bénéfice tiré de la vente. D'autres critères font la différence : le rapport immédiat à la survie, le caractère reproductible du bien... Tout n'est pas vendable n'importe où sans conditions ni restrictions. La bienséance accompagne de son mieux l'efficacité, cette dernière s'entendant différemment selon les bénéficiaires. Justesse et justice (notions relatives) prescrivent et proscrivent les domaines de pertinence des produits et

des marchandises, des biens publics et privés.

La relation du commerce à la justice et au développement fait l'objet du dossier de mai 2004 d'*Alternatives Economiques* <http://www.alternatives-economiques.fr/> Nairi Nahapétian et Philippe Frémeaux suggèrent quelques pistes de travail dans l'article «Comment rendre les échanges plus justes ?» [http://www.alternatives-economiques.fr/site/225\\_003.html](http://www.alternatives-economiques.fr/site/225_003.html). Ce sont autant les mécanismes de négociations que les distinctions entre biens et services eux-mêmes qui sont en débat. «Une autre mondialisation ne pourra être construite sans réserver un traitement spécifique aux produits agricoles. Ils représentent en effet un enjeu central pour des centaines de millions de paysans. (...) Pour les organismes du commerce équitable, de tels mécanismes devraient être négociés, non pas au sein de l'OMC mais au sein de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED).» Développement et Paix (D&P), agence officielle de développement international de l'église catholique du Canada <http://www.dev.org/testF/mission.htm> promeut une relation entre développement et paix se démarquant du commerce mercantile. L'agence veut interdire le brevetage des semences : «Des brevets sur cinq céréales le riz, le blé, le maïs, le soja et le sorgho) ont déjà été accordés. Six multinationales (Aventis, Dow, Dupont, Monsanto et Syngenta) contrôlent presque 70% de ces brevets. «Les fermiers qui font pousser des céréales brevetées pourraient avoir à signer des contrats et à payer des redevances aux propriétaires des brevets afin d'utiliser ces graines», a déclaré monsieur Dubois ((Président de D &P)) «Cela met en danger leur propre subsistance tout en restreignant leur droit ancestral d'économiser, d'utiliser, d'échanger et de vendre leurs graines.» Les firmes pharmaceutiques qui brevètent les molécules de synthèse copiant celles que les populations autochtones, usant de la pharmacopée traditionnelle, tiraient des plantes, procèdent de la même façon. Vanter le commerce ne suffit donc pas : loue-t-on un commerce équitable ou le commerce du marchand le plus fort sur un marché fortement asymétrique ? La faim, l'errance pousse des jeunes à s'enrôler dans des bandes armées. La guerre ravage les campagnes et les récoltes. La violence et la pauvreté se nourrissent l'une l'autre.

#### **Le capitalisme, c'est la guerre ?**

En apparence opposition à Montesquieu, Jean Jaurès affirme que «le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage.» La guerre exista plus tôt que le capitalisme dans l'histoire humaine ; avec la société pour Montesquieu, avec les Etats selon Rousseau. Pour Lénine, l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme implique la conquête des Etats solidaires de leurs capitalistes. L'opposition avec Montesquieu n'est toutefois qu'apparente ou relative. Car l'auteur de *L'esprit des lois* indique lui-même : «Le mal arrive lorsque l'excès de richesses détruit cet esprit de commerce : on voit tout à coup naître les désordres de l'inégalité qui ne s'étaient pas encore fait sentir.» Montesquieu ne se contente pas de pointer le problème : il propose des solutions : les lois, justement : «Pour maintenir l'esprit de commerce, il faut que les principaux citoyens le fassent eux-mêmes ; que cet esprit règne seul, et ne soit point croisé par un autre ; que ces mêmes lois, par leurs dispositions, divisant les fortunes à mesure que le commerce les grossit, mettent chaque citoyen pauvre dans une assez grande aisance, pour pouvoir travailler comme les autres ; et chaque citoyen riche dans une telle médiocrité, qu'il ait besoin de son travail pour conserver ou pour acquérir<sup>8</sup>.»

#### *Force et pouvoir*

Clarifier les contours respectifs de l'économie, du capital et du marché dans la dynamique historique permet d'éviter une schématisation excessive en repérant les contradictions. Pour échanger, il faut produire. Or l'économie est production de biens détruits par la consommation. La concurrence, elle aussi, crée en détruisant, détruit en créant. La production et l'échange permettent l'accumulation. Trop d'accumulation mal organisé compromet l'échange, la production, le marché. Le libre-échange peut déboucher sur le monopole. La concentration permet des économies d'échelle mais elle peut contrarier le choix du consommateur en limitant la concurrence. L'entrepreneur est essentiel au marché. Il le précède par l'innovation (Joseph Schumpeter), autre forme de «destruction créatrice.» Bref : capitalisme et marché ont leurs caractères propres, qui ne se recoupent pas nécessairement entre eux. Ils ne satisfont pas obligatoirement les besoins des hommes et de la société dans son ensemble ;

le marché ignore la demande non solvable et l'anticipation. L'éclairage de l'avenir est tâche de la science et de la politique (en démocratie, le peuple).

### *Economie et chrématistique*

Michel Henochsberg définit le marché comme « lieu géométrique institué de la vente. Lieu de son repérage et de codage, dans la mesure où le marché est la plage officialisée et officielle des transactions qu'il enregistre et contrôle<sup>9</sup>. » L'auteur relève la continuité entre la *boutique*, le *marché*, le *capitalisme*, formes variables d'une même « stratégie de l'offre ». Relisant Aristote, qui distingue **l'économie pour satisfaire des besoins de la chrématistique pour accumuler des richesses par la circulation monétaire**, Hénochberg estime que « le premier marché est tout de suite un marché-rencontre et une chrématistique<sup>10</sup>. » Voulu ou non, la proportion d'échange et de chrématistique change avec la transformation d'échelle et son association à l'ensemble de l'activité humaine et sociale. La transformation associe *volume* d'accumulation et *vitesse* de transaction. C'est pourquoi l'expression de « *marché capitaliste* » nous semble plus pertinente que celle d'*économie* (proposée par Henochsberg<sup>11</sup>) ou de « *marché* » (galvaudée par les commentateurs approximatifs de Karl Polanyi, auteur du célèbre ouvrage *La Grande Transformation*). D'autant que le terme « économie » désigne à la fois les processus réels (*economy*) et la discipline en rendant compte (*economics*). Frédéric Lordon relie la *chrématistique* d'Aristote et le *conatus* (tendance d'un être à persévérer dans son essence), de Spinoza, en analysant « le conatus du capital<sup>12</sup>. » Commissaire européen au commerce international, Pascal Lamy fait preuve de rigueur sémantique : « La mondialisation est la forme actuelle du capitalisme de marché, dont le développement pluriséculaire a atteint un stade d'expansion inédit, dans sa dimension géographique et dans ses ramifications sociales.<sup>13</sup> » La marchandisation fait le lien entre le capital et le marché : la marchandise porte une fraction du capital investi en elle et le marché confirme le bien-fondé de l'opération en la valorisant. La marchandisation est au cœur des « ramifications sociales » et de leur expansion géographique.



## 16<sup>ème</sup> Cours d'été du GIPRI « Les enjeux de la paix au proche et au moyen orient »

L'Institut International de Recherches pour la Paix (GIPRI) à Genève organise son 16<sup>ème</sup> cours d'été. Il porte en 2004 sur « Les enjeux de la paix au proche et au moyen orient ». Des professeurs et spécialistes étudieront les ressources naturelles et les enjeux de pouvoir, les sociétés entre équilibres et conflits, la paix entre la force et le droit, les armes modernes et le contrôle de l'armement.

Le cours est ouvert aux étudiants, jeunes chercheurs et publics motivés. Les inscriptions sont reçues jusqu'au 15 juillet 2004. Sélection sur dossier. Informations complémentaires sur le site : [www.gipri.ch](http://www.gipri.ch).

Renseignements :  
Tel. : (+41) 022.919.79.40 ou [gipri@gcsp.ch](mailto:gipri@gcsp.ch)

### **Economie(s), pouvoir(s) et société(s)**

Dans le capital et sur le marché les agents économiques ont et acquièrent du pouvoir, des pouvoirs inégaux, asymétriques. Le contrôle sur les choses, les produits, les marchandises contient du pouvoir sur les hommes. En cessant de se reconnaître comme *politique*, l'économie, feignant la pureté par la bouche d'économistes sélectifs, trefoule le *pouvoir* dont elle est tissée. Dans son livre *L'histoire économique*, Max Weber (1818-1883) notait le lien entre compte de capital et lutte sur le marché : « le critère d'évaluation, sans lequel le compte de capital ne peut exister, provient, d'une manière constamment renouvelée, de la lutte de

l'homme avec l'homme sur le marché<sup>14</sup>. » François Perroux eut le mérite de souligner, dans ses travaux, l'omniprésence du pouvoir en économie : « Les échanges sont, en règle générale, **des rencontres de pouvoirs économiques à deux faces, l'une de coopération, l'autre de conflit**. Ils appellent une régulation.<sup>15</sup> » En « économie décentralisée à base de marché », la monnaie doit jouer ce rôle de régulation « à condition qu'elle s'insère dans une politique générale d'organisation, qu'elle soit gérée par des représentants authentiques de toutes les parties et qu'elle ne desserve pas, par son fonctionnement même, certaines d'entre elles au bénéfice des autres<sup>16</sup>. » A ce titre, « la monnaie est un pouvoir. » (Perroux)

Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les guerres de l'opium contre « l'Empire du milieu » illustrèrent la conquête belli-

queuse de nouveaux marchés<sup>17</sup>. Voici peu, Madeleine Albright préconisait d'ouvrir de nouveaux marchés « à la barre à mine s'il le fallait. » Le propos illustre l'écart avec la paisible vision des admirateurs de Montesquieu et des thuriféraires de l'OMC. Car les acteurs du marché réel combinent normalement confiance et défiance, coopération et concurrence, gagnant-gagnant et gagnant-perdant, éthique et ruse, force et droit. Même le *consensus* vanté par l'OMC abrite des rapports de force où l'accord du plus faible est généralement une résignation (qu'il espère provisoire) à la suprématie du plus fort. *La confiance* ne suffit pas. Il est d'autres moyens de limiter l'incertitude, défavorable au marché, parmi lesquels la corruption, les rentes d'informations, les échanges de bons procédés<sup>18</sup>, les ententes. Le commerce des armes, l'un des plus lucratifs, n'est pas vraiment porteur de paix. La relation entre le commerce des armes légères et le développement fait l'objet d'études inabouties et lacunaires. « Au niveau macroéconomique, les relations primaires entre les armes légères et le sous-développement sont extrêmement difficiles à démontrer. Pour l'heure, les chercheurs sont notamment incapables de déceler les relations directes de cause à effet entre la pauvreté et la violence armée. Il est également difficile d'identifier une corrélation manifeste entre les investissements étrangers directs dans un pays et son niveau de violence armée. Toutefois, à un micro niveau, l'usage abusif et l'impact des armes légères sur les communautés

peuvent être considérables, en particulier sur les activités économiques (par exemple, les négociants n'utilisent pas le fleuve Congo, convaincus qu'il s'agit d'un moyen de transport dangereux). La violence armée peut également affecter la qualité et l'accès aux services élémentaires et exercer des effets dévastateurs à long terme sur le capital social et humain. Quoi qu'il en soit, il reste une tâche considérable à accomplir afin de définir clairement ces effets et d'évaluer les conséquences des nombreuses interventions politiques sur le développement<sup>19</sup>.» JF Daguzan et P Lorot repèrent trois formes de «production de richesses» par la guerre : 1) la guerre en tant que vol à main armée, 2) la guerre pour le commerce 3) l'exploitation de la guerre : la reconstruction<sup>20</sup>.» La fonction de «destruction créatrice» (Joseph Schumpeter) du capitalisme – le socialisme soviétique et ses décalques ne furent pas en reste -, étendue aux interrelations entre les sphères de l'activité humaine, s'accommode de la guerre, voire s'en nourrit. La guerre en Irak démontre que le marché en soi n'est pas fautif mais que les rapports de pouvoir associant domination politique, suprématie militaire et supériorité économique. La puissance étasunienne cherche à ouvrir par la force des marchés et des bénéfices aux entreprises amies du pouvoir en place. Pour ce faire, elle passe outre les lois et règlements régissant par appel d'offres les attributions de marchés, elle transgresse le droit international (notamment l'article 43 de la convention de La Haye) exigeant de l'occupant qu'il respecte les lois en vigueur dans le pays, elle multiplie les ingérences entre intérêts privés et intérêt public. L'affaire était préméditée. Les attentats du 11 septembre en fournirent le prétexte<sup>21</sup>.

Le marché ne cause ni la guerre ni la paix. Les marchands associés aux Etats dans une nouvelle configuration mercantiliste peuvent s'impliquer dans des guerres. **La trilogie du politique (Jupiter), du marchand (Mercure, le messenger, est aussi prédisposé à être le dieu des médias) et du militaire (Mars) est l'acteur collectif et solidaire, la figure ternaire du Pouvoir.** La solidarité est permise par un même milieu de domination : l'air. Après la domination terrestre, puis maritime, l'air est le lieu et le milieu d'exercice du pouvoir multidimensionnel. Le milieu stratosphérique permet l'englobement de la planète,

l'épanouissement des multiples applications de la trigonométrie appuyée par le laser. Le satellite observe, diffuse, sélectionne, façonne, contrôle. Plusieurs grandes fortunes acquises dans l'immobilier, le bâtiment ou l'automobile se sont diversifiées dans la communication sous toutes ses formes, et dans l'industrie d'armement. La domination informationnelle (*Information Dominance*) passe par la maîtrise de l'espace<sup>22</sup>.

Le cas irakien est fort éloigné du capitalisme de marché enseigné dans les manuels d'économie politique. Plusieurs auteurs distinguent le capitalisme de marché, le capitalisme étatique, le capitalisme social-démocrate, le capitalisme anglo-saxon, le capitalisme rhénan, le capitalisme actionnarial, le capitalisme patrimonial. Ibrahim Warde déniche une nouvelle espèce : le « capitalisme de compères (Crony Capitalism) »<sup>23</sup>.

### Conclusion

Information et asymétries dans les guerres et sur les marchés Analogies, intersections et complémentarités marquent les relations de la guerre et du marché. Les intersections sont élaborées par les jeux de pouvoir d'une part, les technologies à leur service d'autre part. Les rapports entre les hommes et entre les sociétés sont marqués du double sceau de l'échange et de la force. Nulle sphère ni institution n'y échappent. Les règles, les lois, les rites, les codes, encadrent ces relations de solidarité conflictuelle.

Les guerres sont aujourd'hui aussi immensément asymétriques que les marchés. Les travaux de Joseph E Stiglitz portent précisément sur ses asymétries de l'information dans le marché.<sup>24</sup> A la guerre comme dans le marché, l'information occupe une place de choix. A la guerre comme dans le marché on parle de stratégie, de vainqueurs et de vaincus, de *losers* et de *winners*. Quand bien même le capitalisme de marché tend à la mondialisation, selon des segments de marchandises et des clientèles distincts, le marché suppose un territoire avec lequel il compose. Henry Kissinger fait montre de lucidité : « le mondialisme considère que les marchés trieront librement et impitoyablement l'efficace et l'inefficace, fût-ce au prix de perturbations économiques et sociales récurrents. Cette version extrême oublie la disparité inévitable opposant l'organisation politique du monde et son organisation éco-

nomique. A la différence de l'économie, la politique divise la planète en unités nationales<sup>25</sup>. »

Si les *territoires* séparent dans l'espace politique, les *réseaux* unissent, y compris et surtout par la concentration des pouvoirs. L'interpénétration de la politique et de l'économie, à laquelle se prête une conception largement partagée de la «gouvernance», est permise et renforcée par l'appropriation inégalitaire des nouvelles technologies<sup>26</sup>. L'empire techno-marchand est intrinsèquement réticulaire, (c'est-à-dire en réseau.) L'information (sa production, sa diffusion, son contrôle) pilote largement les guerres et les marchés. L'information ne supplante pas l'énergie : ce sont deux enjeux complémentaires. Joseph S. Nye et William A. Owen écrivent : « La suprématie nucléaire était la condition sine qua non pour diriger les coalitions d'antan. A l'ère de l'information, c'est la suprématie en matière d'information qui jouera ce rôle (...) L'information est la nouvelle monnaie du royaume international et les Etats-Unis sont mieux placés que toute autre pays pour valoriser leur potentiel de ressources matérielles et logicielles par le biais de l'information.<sup>27</sup> » Par les satellites artificiels, la conquête de l'espace assure la maîtrise de l'information.

Le commerce n'est ni vertueux ni vicieux, ni pacifique ni belliqueux. Le marché ne marche que par les marchands et les négociants, dans un monde socialement, culturellement, politiquement construit. Le marché comme l'Etat, est une construction politique. L'Etat construit et encadre le marché, selon des modalités nationales variables. Dans une démocratie, il appartient aux citoyens de circonscrire le périmètre et les règles du marché. « Dépolitiser la décision économique revient un jour ou l'autre à attaquer le principe même de la démocratie : la souveraineté du peuple.<sup>28</sup> » Il leur appartient aussi de contrôler la guerre et la paix. Pour ce faire, il leur faut une formation adéquate et de bonnes informations.

La leçon principale de Montaigne reste pertinente : le commerce se doit d'être équilibré, Cet équilibre est dynamique, sujet à des crises. Les lois le contiennent. Sans doute est-ce le point où les néo-libéraux, intégristes du marché autorégulateur, tournent le dos aux libéraux politiques, dont Montaigne est un lointain précurseur. Le reste est



affaire de choix, de convictions, d'échelle historique aussi.

Gabriel Galice

- <sup>1</sup> Jean-Louis Gombeaud, *Guerre dans le marché*, Paris, Economica, 2003.
- <sup>2</sup> Montesquieu, *De l'esprit des lois*, (1748), GF Flammarion, 1979, cité par Max Lequan, *La paix*, GF Flammarion, 1998, p.162.
- <sup>3</sup> Cité par Jean-Louis Gombeaud, *Guerre dans le marché*, Paris, Economica, 2003, p.103
- <sup>4</sup> Samuel Pizar, *La ressource humaine*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1983, p. 245
- <sup>5</sup> Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, (1976), Paris, Flammarion, 1985, p.60.
- <sup>6</sup> « Le capitalisme ne triomphe que lorsqu'il s'identifie avec l'Etat, qu'il est l'Etat. », idem, p.68.
- <sup>7</sup> Michel Henochsberg, *La place du marché*, Paris, Denoël, 2001, p.21.
- <sup>8</sup> Cité par Bernard Maris, *antimanuel d'économie*, Rosny, Bréal, 2004, p180.
- <sup>9</sup> Idem, p.72.
- <sup>10</sup> Idem, p.83.
- <sup>11</sup> « Nous sommes confrontés à une regrettable confusion ; celle qui consiste à confondre marché et économie. La grande transformation que saisit à juste titre Polanyi est celle qui stipule l'hégémonie de la raison économique sur la société. Depuis quelques temps, nous sommes au sein de la société de l'économie. Tel est le vrai constat. » Idem, p.92.
- <sup>12</sup> « L'accumulation du capital est la manifestation du conatus économique à l'époque moderne », Frédéric Lordon, *La politique du capital*, Paris, Odile Jacob, 2002, p.2002.

- <sup>13</sup> Pascal Lamy, « Européanisons la mondialisation », *Le Monde*, 7 mai 2004. Souligné par nous.
- <sup>14</sup> Max Weber, *L'histoire économique*, Paris, Gallimard, 1991, p.16.
- <sup>15</sup> François Perroux, « Clé pour une ouverture », *Dialogue des monopoles et des nations*, Presses universitaires de Grenoble, 1982, p.41.
- <sup>16</sup> Ibidem
- <sup>17</sup> « La guerre dite des « Boxers », mais en réalité de l'opium en Chine à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, qui consacre l'effondrement de la Chine et la cession de Hong Kong, fut le fruit du contrôle économique du marché de la drogue par les grandes puissances, et notamment la Grande-Bretagne. » Jean-François Daguzan et Pascal Lorot, « Guerre et économie : un mariage pour le meilleur et pour le pire », *Guerre et économie*, Paris, Ellipses, 2003 » ; p.30.
- <sup>18</sup> « La corruption est fondée sur l'esprit de lucre, l'aversion au risque, l'aléa moral, les rentes d'information ou les échanges de bons procédés », Claude Courlet et Jacques Fontanel, « Les conséquences sociétales de la globalisation – Dix interrogations », in *Civilisations, globalisation, guerre – Discours d'économistes*, Jacques Fontanel (dir.), Grenoble, PUG, 2003, p.69.
- <sup>19</sup> *Annuaire sur les armes légères 2003*, GRIP-IUHEI Genève, p.5
- <sup>20</sup> Texte cité in *Guerre et économie*, p.29-31.
- <sup>21</sup> « L'ancien secrétaire au trésor Paul O'Neill a révélé qu'une stratégie de capture des contrats pétroliers de l'Irak était évoquée dès les premiers jours de l'administration du président Bush, donc plusieurs mois avant les attentats du 11 septembre 2001. » Ron Suskind, *The Price of Loyalty: George W. Bush, the White House and the Education of Paul O'Neill*, cité par Ibrahim Warde,

- « Irak, l'Eldorado perdu, *le Monde diplomatique*, mai 2004.
- <sup>22</sup> idem, p.103.
- <sup>23</sup> « Haliburton est devenu le symbole du capitalisme de compères à l'américaine », article cité.
- <sup>24</sup> « Mes propres recherches sur la théorie économique de l'information ont d'ailleurs aidé à clarifier la relation qu'elle entretient avec l'économie. (...) Mon travail sur l'information asymétrique a commencé à expliquer le rôle central de la finance dans une économie moderne. Mais il a aussi montré pourquoi, souvent, des marchés financiers non réglementés ne fonctionnent pas bien, pourquoi nous avons besoin de l'Etat, et pourquoi ce qui est bon pour Wall Street risque de ne pas l'être, et souvent ne l'est pas, pour l'ensemble du pays ou pour telle ou telle de ses composantes », *Quand le capitalisme perd la tête*, Paris, Fayard, 2003, p.13.
- <sup>25</sup> Henry Kissinger, « Le FMI fait plus de mal que de bien », *Le Monde*, 15 octobre 1998.
- <sup>26</sup> On peut lire, avec autant d'intérêt que d'esprit critique, le livre de Geoffrey Geuens, *Tous pouvoirs confondus – Etat, Capital et Médias à l'ère de la mondialisation*, Anvers, 2003.
- <sup>27</sup> J.S. Nye (ancien secrétaire adjoint à la défense) et H.H. Schiller (ancien vice-président du comité conjoint des chefs d'état-major), *Foreign Affairs*, mars-avril 1996.
- <sup>28</sup> Jacques Sapir, *Les économistes contre la démocratie*, Paris, Albin Michel, 2002, p.19.

## Un livre bienvenu



**Zidane Meriboute**  
«*La fracture islamique :  
demain le soufisme ?* »

Collection Maktaba, Fayard  
éditeur, 2004

Juriste suisse d'origine maghrébine, Zidane Meriboute a repris sans complaisance les diverses facettes de l'Islam contemporain en situant leur évolution à travers l'histoire de cette religion. Il en montre aussi bien sa capacité d'ouverture philosophique que le dogmatisme borné

qu'imposent certains thuriféraires. Les deux tendances dominent en alternance de manière très corrélée à la situation des sociétés majoritairement islamiques qu'elles concernent. Il ne décrit rien d'autre que les péripéties doctrinales de toutes les religions du livre. Le fondamentalisme chrétien n'a rien à

envier au fondamentalisme musulman. Un parti politique polonais qui se réclame d'un catholicisme antisémite et obtus a recueilli près de 16% des voix et est arrivé en seconde position aux élections européennes récentes ! Il est remarquable que des doctrines aussi radicales ne trouvent leur essor qu'à l'intérieur de communautés frustrées, en position de faiblesse ou de subordination, facilement manipulables.

Les grandes masses musulmanes se retrouvent aujourd'hui en majorité dans un état d'infériorité qui les livre à des groupes radicaux, auprès desquels elles pensent, à tort ou à raison, trouver la solidarité à laquelle elles aspirent. Zidane Meriboute rappelle opportunément que les Averroès, les Avicenne et les Ibn Khaldoun, pour n'en citer que quelques uns, ont préparé la Renaissance. Il aspire à ce que sortent de l'ombre les penseurs soufis qui retrouvent la tradition de recherche de leur âge d'or.

Le livre de Zidane Meriboute est une œuvre de paix et d'intelligence. Sa lecture est recommandée à tous ceux qui souhaitent comprendre et qui refusent toute manipulation. Le GIPRI est particulièrement heureux d'accueillir son livre, car ses relations avec Zidane Meriboute remontent à 1984 quand celui-ci a édité les actes du colloque GIPRI sur les « Armes nucléaires et Droit international »

J.-P. S.



# Femmes en guerre, femmes de paix

Sophie Quinchart

Lorsque l'on imagine une situation de conflit armé, la responsabilité en est généralement attribuée aux hommes. Revient habituellement aux femmes le rôle de victimes innocentes et de pacificatrices par excellence.

Victimes du viol utilisé comme arme de guerre, mères ou veuves accablées par la perte de leurs enfants ou de leurs époux, affaiblies par leur condition même de femmes dans des sociétés patriarcales, celles-ci n'en sont pas forcément plus portées vers la paix. Dans l'analyse des différentes phases des conflits « identitaires » récents (Rwanda, Côte d'Ivoire, Ex-Yougoslavie entre autres), l'approche par le genre, remet en question les perceptions traditionnelles et un certain angélisme qui ne conçoit les femmes que comme des cibles ou des victimes : la violence n'est pas l'apanage des seuls hommes, les femmes aussi prennent les armes, s'impliquent dans des tâches multiples et dangereuses<sup>1</sup>.

Dans un rapport de 1995 intitulé « *When women become killers* »<sup>2</sup>, l'Association African Rights, constatait la responsabilité des femmes dans le conflit rwandais. Toutes les femmes n'y ont évidemment pas participé, tout comme beaucoup d'hommes ont refusé de prendre part au génocide, mais un nombre important d'entre-elles, de toutes catégories sociales et de tous âges, a été impliqué de toutes les façons possibles dans les meurtres, infligeant des sévices d'une extrême cruauté tant à l'encontre d'autres femmes qu'à l'encontre d'hommes et d'enfants : dans les montagnes de Kibuye, une ancienne gendarme aurait utilisé son arme de service pour éliminer plus de 1000 personnes désarmées. Ailleurs une vieille dame est accusée de l'assassinat d'une douzaine d'enfants, une mère du meurtre de ses propres enfants et il semble que la ministre rwandaise des affaires féminines et de la famille ait longtemps discrètement visité les camps de Butare pour y sélectionner les réfugiés à éliminer prioritairement.

Plus souvent cependant, les femmes n'ont pas tué de leurs propres mains mais ont joué un rôle indirect et tout aussi crucial, profitant de

l'androcentrisme manichéen des belligérants comme des observateurs : dans la région des Grands Lacs aussi bien qu'en Sierra Léone, au Proche-Orient ou dans l'ex-Yougoslavie, les femmes, qui éveillent moins de soupçons, ont été des logisticiennes, des relais d'information, des trafiquantes d'armes ou d'êtres humains efficaces<sup>3</sup>. « L'un peut tenir une mitrailleuse, l'autre seulement une louche. Mais cela ne signifie pas que le cuisinier est moins responsable que le soldat » disait un jeune homme d'Abkhazie.<sup>4</sup>

Plus encore, les femmes excellent souvent dans les rôles de leader charismatique, exhortant les hommes au combat, encourageant les tueurs par des acclamations : en République Démocratique du Congo, des femmes ont soutenu les combattants en leur apportant un soutien moral (par les fétiches par exemple). En Casamance les femmes, qui sont investies de pouvoirs surnaturels, préparaient spirituellement les combattants pour leur assurer la victoire, grâce à des amulettes censées conférer l'invulnérabilité.

Mais la participation des femmes est souvent bien plus subtile et donc plus dangereuse. En effet, avant même la rupture à l'origine d'un conflit, les femmes jouent un rôle central dans la fabrication et la transmission du « récit » identitaire qui instaure un rapport de soumission, de domination ou d'égalité entre les groupes. Ces récits, utilisés à des fins de manipulations, s'expriment à travers les contes, les mythes et les proverbes et sont transmis par l'éducation, dans laquelle les femmes sont traditionnellement les plus impliquées, particulièrement en Afrique. Ainsi, au Rwanda, un mythe fondateur révèle l'innéité des fonctions dirigeantes chez les Tutsis et de nombreux contes enfantins relatent la paresse des petites filles Tutsis ou l'insolence des enfants Hutus. Or, si l'on peut parfois construire une paix durable en faisant la guerre, cet apprentissage précoce de la différenciation par une rhétorique ethnociste ou ethniste destructrice, ne peut être porteur d'apaisement.

Pas de guerre sans les femmes donc. Mais de paix sans elles non plus : parce ce qu'il y a sans doute chez la femme une plus grande réceptivité au prix de la vie, parce qu'elles sont aussi les principales victimes des conflits, les interventions féminines sont souvent décisives dans les phases de résolution des conflits. Même si elles manquent parfois de démarches unitaires comme



de légitimation institutionnelle, de plus en plus de femmes s'engagent pour la paix individuellement ou collectivement.<sup>5</sup> Or, si les femmes engagées dans un conflit invoquent l'argument d'appartenance ethnique pour justifier leur implication, les militantes de la paix – parfois les mêmes – s'investissent elles en tant que femmes. Pour conquérir la paix, se créent alors ou se réactivent de nouvelles solidarités fondées sur une appartenance de genre dépassant les clivages « ethniques ».

Les différentes formes d'implications féminines questionnent l'analyse des conflits par les spécialistes et leur gestion par la communauté internationale : en partant de la théorie, largement partagée, que l'appartenance ethnique ne fait sens que comme moyen d'expression politique et d'accès aux ressources matérielles et symboliques sous des formes tribalistes ou clientélistes, ne faut-il pas dès lors envisager toutes les formes de participations féminines comme des manœuvres visant à s'affranchir de la tutelle masculine ? D'ailleurs, les femmes ne sont généralement pas dupes des bénéfices qu'elles peuvent retirer d'une situation de conflit : lorsqu'il y a rupture de l'organisation sociale, elles assument des fonctions traditionnellement masculines et ce faisant, dans un contexte où la transgression est possible, si ce n'est nécessaire, elles conquièrent l'espace public et obtiennent de nouvelles libertés dont une partie resteront acquises une fois la paix revenue.

Comme le note l'UNIDIR<sup>6</sup> dans son rapport 2003, il faut « éviter de faire des femmes un élément accessoire en insistant pour que chaque aspect d'une activité donnée (...) soit considérée du point de vue de ses incidences sur la condition féminine ». Reconnaître et analyser les responsabilités des

femmes dans le déclenchement, le déroulement et la résolution des conflits, oser punir les coupables, c'est se donner plus de moyens pour prévenir ou résoudre<sup>7</sup> mais c'est aussi reconnaître aux femmes leur rôle d'actrice sociale à part entière.

Sophie Quincharde

<sup>1</sup> "Les femmes face à la guerre", Rapport du CICR, Octobre 2001

<sup>2</sup> <http://www.peacelink.it/afrights/notsoinn.htm>

<sup>3</sup> La même analyse pourrait être faite à propos de

la participation des enfants dans les conflits ou des femmes palestiniennes Kamikazes.

<sup>4</sup> Rapport du CICR

<sup>5</sup> Voir en particulier les travaux de Awatif El Mokh sur le rôle de la femme dans la défense de la paix au Proche-Orient, Damoclès

<sup>6</sup> UNIDIR - Forum du désarmement, Rapport numéro 4, Les femmes, les hommes, la paix et la sécurité, 2003

<sup>7</sup> Les femmes sont par exemple généralement absentes des processus de DDR

Beaucoup d'organisations internationales ont également travaillé sur le rôle des femmes dans les conflits armés. Les rapports sont disponibles à

la lecture ou à l'achat sur leurs sites institutionnels :

[www.disarmement2.un.org](http://www.disarmement2.un.org) - [www.international-alert.org/](http://www.international-alert.org/) - [www.peacewomen.org](http://www.peacewomen.org) - [www.unifem.org](http://www.unifem.org) - [www.womenwarpeace.org](http://www.womenwarpeace.org) - [www.wilpf.int.ch](http://www.wilpf.int.ch) - [www.hrw.org/](http://www.hrw.org/) - [www.ilo.org](http://www.ilo.org) - [www.smallarmsurvey.org](http://www.smallarmsurvey.org)

## Vers une relance de la course aux armements ?

Laurent Calligé

La décennie 90, malgré la résurgence de conflits régionaux meurtriers (Ruanda, Zaïre, Yougoslavie, etc) et le recours répété à la force par les grandes puissances (Tchéchénie, première guerre du Golfe, Kosovo...), fut paradoxalement une décennie de désarmement généralisé et de réduction contractuelle des arsenaux conventionnels et nucléaires. Des traités majeurs, en gestation parfois depuis des décennies, furent ratifiés (FCE, START...). Le siècle naissant ne confirme pas cette tendance. L'étude et l'analyse des budgets de défense et des programmes de recherches montre une reprise très sensible des dépenses d'armement, la remise à l'étude d'armes nouvelles et un désengagement de certains traités par les Etats-Unis et la Russie. On peut craindre, par effet d'entraînement, et sous couvert de lutte contre le terrorisme, une amplification du phénomène à l'échelle planétaire...

### 1985-2000 quinze ans de désarmement

Est-ce la fin de la guerre froide qui réduisit la course aux armements et aux dépenses militaires, ou n'est-ce pas son coût si élevé, devenu intolérable pour les sociétés, qui obligea les dirigeants à y renoncer et à envisager une politique de détente et de coexistence pacifique?

L'URSS est un paradigme instructif. Alors qu'elle s'extrayait de la nîsère depuis les années 60, elle ne se releva pas de la volonté de ses diri-

geants d'établir la parité militaire avec les USA et de l'aventure afghane. L'accaparement des richesses nationales par le complexe militaro-industriel (entre 15 et 20 % du PIB) aboutit à l'effet inverse de celui recherché: affaiblissement (dépérissement ?) de l'Etat, délitement de la cohésion nationale, effacement de ses soutiens et appuis stratégiques extérieurs. La seule politique de force et la priorité donnée à ses attributs semblent toujours affecter la durabilité, la viabilité, la cohésion d'une société ou d'un Etat. La nouvelle Russie, par obligation plus que par volonté, n'eut d'autre option que de réduire ses dépenses militaires et d'abandonner ses positions géostratégiques africaines (Angola, Mozambique, etc), asiatiques (Yémen, Vietnam, Mongolie) et caribéennes (Cuba).

Les Etats-Unis, malgré l'opposition des plus conservateurs, renoncèrent alors à la course aux armements et Reagan lui-même mit en sourdine des projets qu'il avait initiés, tel l'IDS. Au demeurant, l'appareil militaire américain apparut à ses dirigeants à la fois surdimensionné et peu efficace, en tout cas mal adapté aux nouveaux conflits. La première guerre d'Irak et celle de Yougoslavie furent gagnées, de l'aveu même des généraux, grâce à la destruction systématique et planifiée des infrastructures civiles (eau, électricité, potentiel industriel, moyens de communication), et non lors de combats: l'armée yougoslave ne perdit qu'une vingtaine de blindés hors d'âge en 78 jours de bombardement; l'opération



Restore Hope en Somalie démontra qu'un avion furtif à plusieurs milliards de dollars n'était pas l'arme adéquate face à des gangs jouant la *Bataille d'Alger* à Mogadiscio et la conquête de l'Afghanistan fut « sous-traitée » à l'Alliance du nord équipée de matériels russes.

C'est une administration démocrate qui est préférée aux USA en 1992, après la première guerre du Golfe. Elue sur d'autres priorités, elle réduisit les dépenses militaires de moitié pendant son mandat et gela la plupart des programmes conçus lors de la guerre froide.

Les autres Etats européens, liés à l'OTAN, dont la raison d'être fut alors discutée, firent de même. Pour conclure, notons un remarquable parallélisme : tous les membres du Conseil de sécurité de l'ONU baissèrent de moitié leurs dépenses militaires entre 1985 et 2002. De 4% à 2,1% du PIB en France, de 5% à 2,5% en Grande-Bretagne, de 6% à 3% au Etats-Unis, de 4,9% à 2,3% pour la Chine, et probablement dans des proportions plus importantes en ex-URSS.

*La justification de la relance des budgets de défense*



Le 11 septembre 2001 marque la première attaque terroriste de grande ampleur sur le sol américain. La réponse apportée sera moins une analyse des causes qui ont permis un tel acte (ne serait-ce que la formation insuffisante des personnels des aéroports, la mauvaise gestion des services de renseignement, les retournements d'alliance de certains groupes autrefois recrutés par la CIA) qu'une mobilisation d'essence martiale contre le « terrorisme » et les « Etats voyous »<sup>1</sup>.

Bien que les Etats-Unis soient alors déjà le pays le plus armé du monde, l'argument d'un déficit de défense fut pourtant invoqué pour expliquer la perpétration des attentats. Le budget 2000 du Pentagone se montait cependant déjà à 290 milliards de dollars lorsque la Russie dépensait 63,7 milliards et la Chine 46,1. Il représentait plus du double de ce qu'y consacrait la totalité des pays de l'Union européenne, presque cent fois plus que ce qu'y allouent les quatre pays de « l'axe du mal », Corée du Nord, Irak, Iran et Syrie réunis, pays supposés détenir des armes de « destruction massive » et manipuler le terrorisme.

En 2003, suite aux demandes de l'administration présidentielle, le Congrès le porta à 375 milliards de dollars, soit une augmentation de 36,55% sur trois ans. En 2007, ce budget devrait atteindre 470 milliards, une somme qui représente plus que les PIB cumulés de tous les pays du Maghreb.

#### *Structure et ventilation des nouvelles dépenses*

L'augmentation du budget de la défense ne signifie pas grand-chose en soi. La professionnalisation des armées en France a renchéri leurs coûts en personnel mais considérablement réduit leurs formats. Elle a gelé l'acquisition de nouveaux matériels et a affecté la disponibilité de celui existant. Il importe donc d'analyser la structure d'un budget pour comprendre les priorités stratégiques et tactiques de ses promoteurs. Aux Etats-Unis, les fonds sup-

plémentaires ont ainsi été orientés en masse vers l'achat de nouveaux matériels et la recherche d'armes nouvelles couvrant les secteurs les plus larges, y compris nucléaires.

Concernant l'acquisition de matériels, priorité est donnée à des engins de très haute technologie, extrêmement onéreux, tant pour l'aviation, la marine que pour les unités terrestres. Voici quelques exemples emblématiques :

Le nouveau chasseur furtif de supériorité aérienne F22 Raptor est le plus cher au monde (200 millions de dollars pièce). Il va remplacer le F15 Eagle au rythme d'une vingtaine par an pour un coût dépassant 5 milliards de dollars annuel. Le contrat pour l'acquisition de l'avion multi-rôles tactique F35 Joint strike Fighter, signé en octobre 2001, coûtera au total 200 milliards de dollars, soit 10 fois le PIB du Liban. Loin d'être opérationnel, il ponctionnera 12 milliards de dollars en R&D entre 2003 et 2005. Le programme de remplacement des sous-marins nucléaire d'attaque Los Angeles par 21 Virginia Class sera également dispendieux avec un coût unitaire de 2,5 milliards de dollars.

Toutefois, cet effort profite peu à l'ensemble des soldats, en particulier au 400.000 GI et Marines engagés à l'étranger. L'armée se montre parcimonieuse quand il s'agit de leur confort ou de leur protection. Le budget affecté à l'entretien des casernes et des baraquements baisse, ce qui se traduit par une détérioration de leur qualité de vie. En Irak, les soldats ont d'abord disposé d'obsolètes gilets pare-balles datant du Vietnam, leur remplacement par du matériel moderne (Kevlar et céramique) ayant été étalé sur dix ans. Ce sont les familles qui ont dû les procurer à leurs enfants<sup>2</sup>, à leur frais (1400 dollars pièce). Les véhicules légers de transport Humvees sont également très vulnérables, même à des armes légères, et les

GI's doivent leur adjoindre des plaques de tôle bricolées sur place pour se protéger.

Dans le domaine de la recherche publique, la part du secteur militaire ne cesse également de croître. Elle dépasse 50% aux Etats-Unis contre moins de 10% pour le Japon et l'Allemagne. De 2000 à 2003, ce poste budgétaire est passé de 42 à 58 milliards de \$, soit une augmentation de presque 37%<sup>3</sup>. Sa ventilation nous indique les priorités stratégiques du Pentagone.

Ainsi, la ligne budgétaire du programme NMD (National Missile Defense), plus connu sous le nom de « guerre des étoiles », connaît la plus forte augmentation. Relancé à l'occasion de la dénonciation unilatérale le 13 décembre 2001 du traité ABM (Anti Balistique Missile) de 1972 par le Président Bush afin de « protéger notre Peuple des attaques de missiles des terroristes ou des Etats voyous », son coût total est estimé à 240 milliards de dollars, pour une efficacité hautement improbable<sup>4</sup>.

En matière d'armement, les interventions en Afghanistan et en Irak ont relancé le débat sur la conception et l'utilisation de mini armes nucléaires (mini nukes). Miniaturisées et trois fois moins puissantes (5 kilotonnes) que celle d'Hiroshima, elles permettraient de décapiter un Etat en détruisant n'importe quel bunker ou centre de commandement. Les tenants de la « guerre préventive » avancent même que ce sont des armes « propres » puisque selon la technique des « assassinats ciblés », elles éviteraient les dommages « collatéraux » inhérents aux opérations conventionnelles. Leur utilisation aurait permis d'éviter la guerre d'Irak en tuant



Saddam Hussein dès le premier jour et de liquider Ben Laden et les Talibans.

Séduite, l'actuelle administration veut donc revenir sur leur interdiction par le Congrès en 1993 et un appel d'offre a été lancé vers les laboratoires de Livermore et de Los Alamos en vue de leur production.

Les militaires d'active sont sceptiques : le vecteur de l'arme, nucléaire ou pas, doit d'abord traverser des mètres de roche ou de béton avant détonation, ce qui n'est pas techniquement facile et constitue pour l'instant la difficulté à résoudre des « bunker buster ». Du reste, les frappes de décapitation<sup>5</sup> (Leader Targeting) utilisées en Irak et en Afghanistan n'ont abouti qu'à des massacres de civils. Ensuite, de telles armes produiraient toute la gamme de pollution propre au nucléaire. Sans parler des civils, dont toutes les guerres « propres » n'ont jamais fait l'économie, quel gradé prendrait alors la responsabilité d'engager des soldats américains sur un tel champ de bataille ?

Tactiquement, ces armes n'apportent donc rien, elles compliqueraient même plutôt la tâche des militaires. Par contre, elles diluent la frontière entre armes conventionnelles et nucléaires et lèvent un tabou : celui de leur usage raisonné sur un champ de bataille.

Dans la foulée, le moratoire unilatéral sur les essais nucléaires, adopté par le Congrès en 1993, pourrait être remis en cause. En effet, de telles armes tactiques nécessitent une mise au point. Un rapport de février 2003 de la Chambre des Représentants estime que le délai de trois ans qui permettrait de reprendre les essais est trop long. Il propose de le réduire à 12 ou 18 mois. Le National Defense Authorization Act<sup>6</sup> de 2003 demande au Département de l'énergie de préparer un plan pour être prêt « à conduire des tests à intervalle de six mois pendant deux ans ». Quand le tabou de la reprise des essais sera-t-il levé ?

*Conclusion: le lobby militaro industriel a-t-il le pouvoir ?*

Comme le font remarquer de nombreux centres de recherche américains, ces surplus d'investissement sont des moyens lourds plus destinés à des conflits classiques entre Etats que contre le terrorisme. Ce dernier est un mode d'action, et non un ennemi, et les moyens de lutte contre des individus ou des réseaux d'individus, pas toujours liés entre eux organiquement ou idéo-

logiquement, relèvent essentiellement de la sécurité publique ou du renseignement. Or les trois armes précédemment citées s'insèrent dans un schéma de défense de type guerre froide aujourd'hui révolu, et les armes soviétiques contre lesquelles elles ont été conçues ne seront jamais construites. Une modernisation du matériel existant aurait donc suffi à assurer la suprématie militaire américaine, par ailleurs incontestée, d'autant que les principaux « progrès » de l'armement ces dernières années sont davantage dus à l'amélioration de leurs systèmes de guidage (laser, infrarouge, satellitaire) et de leur qualité de pénétration (uranium appauvri) que de leurs vecteurs. Pour preuve, l'US Air Force recourut massivement à des B-52 lors des opérations de bombardement de la Yougoslavie, de l'Afghanistan et de l'Irak, un avion qui date des années 50...

Politiquement, elles sont par contre un mauvais signal donné aux autres nations, car leur visée offensive est on ne peut plus claire. Loin de contribuer à la sécurité globale, assise sur le multilatéralisme, cette politique solitaire pourrait la menacer en encourageant les Etats qui se sentent visés à relancer leurs achats d'armements, voire à tenter de se doter de l'arme nucléaire. Ainsi, l'Irak affaibli, presque démilitarisé, a été attaqué et envahi. La Corée du Nord, qui disposerait de la bombe, n'est pas inquiétée.

Dès lors, pourquoi adopter de telles priorités ? Le Washington Post du 18 août 2002 esquisse une hypothèse : « Au moins 32 importants responsables de l'administration Bush sont soit d'anciens membres de conseils d'administration, soit des consultants, soit des actionnaires importants de sociétés fournissant de l'armement ». Le vice-Président Richard Cheney est l'ancien directeur de Halliburton, une société de construction qui travaille pour l'industrie pétrolière et est devenue un des principaux fournisseurs de « services » de l'armée dans le cadre de sa privatisation par étage. Avec le Secrétaire à la défense Rumsfeld, il fut membre du Center for Security Policy, un *Think-tank* militariste subventionné par l'industrie de l'armement et dont la devise est *Promoting peace through strength*<sup>7</sup>. Sa femme fut membre du Conseil d'administration de Lockheed Martin, n°1 mondial de l'armement, qui produit entre autres les fameux F-16, F-22, F-35 et F-117 « fur-

tif », C-130 Hercules ou encore les missiles Titan, Atlas et Pershing par le biais de Martin Marietta. Paul Wolfowitz, sous-secrétaire d'Etat à la défense et idéologue du régime avec Richard Perle, fut consultant chez Northrop Gruman, le fabricant du bombardier « furtif » B-2 à 1,3 milliard de dollars pièce. Cette firme, exemplaire sans doute dans le climat actuel outre-atlantique, a été élue « entreprise de l'année 2002 » par *Forbes*, la revue des élites financières du pays.

L'occupation des postes techniques de l'administration est encore plus claire quand à la confusion entre intérêts publics et privés. Pete Aldrige, sous-secrétaire d'Etat à la défense pour les achats, la technologie et la logistique fut PDG de McDonnell Douglas Electronics Systems de 1988 à 1992 puis d'Aerospace corporation ; Peter B. Teets, sous secrétaire aux forces aériennes, fut président de Lockheed Martin de 1997 à 1999 ; Gordon England, secrétaire aux forces navales, fut président de General Dynamics de 1997 à 2001, firme qui produit des sous-marins nucléaires d'attaque, des destroyers mais également le char Abrams.

Lors de son ultime discours sur l'état de l'Union le 17 janvier 1961, le Président Dwight Eisenhower, le Général vainqueur de l'Allemagne nazie, avait prévenu ses concitoyens :

*« Jusqu'au dernier conflit mondial, les Etats-Unis n'avait pas d'industrie d'armement. (...) nous avons été obligé d'en créer une de vaste proportion. (...) Cette conjonction entre un vaste establishment militaire et une puissante industrie d'armement est nouveau dans l'histoire américaine. Son influence globale - économique, politique et même spirituelle - se ressent dans chaque ville, chaque administration, chaque bureau du Gouvernement fédéral. (...) Au Gouvernement, nous devons prévenir l'acquisition d'une influence injustifiée, recherchée ou pas, par le lobby militaro-industriel. Le potentiel pour l'émergence désastreuse d'un pouvoir occulte existe et persistera.*

*Nous ne devons jamais laisser le poids de cette combinaison mettre en danger nos libertés et notre système démocratique. Seuls des citoyens mis en garde et bien informés peuvent imposer la coexistence entre une immense industrie de défense et machinerie militaire avec nos objectifs et moyens paci-*

ifiques afin que liberté et sécurité puissent progresser ensemble. »

Laurent Calligé

<sup>1</sup> Voir « Réflexion sur un mardi noir » in Bulletin spécial du GIPRI, 18 septembre 2001

<sup>2</sup> Jonathan Turley Editorial, *Los Angeles Times*, 29-09-2003 et *Jefferson City News Tribune*, 04-04-2004

<sup>3</sup> La même analyse pourrait être faite à propos de la participation des enfants dans les conflits ou des femmes palestiniennes Kamikazes.

<sup>4</sup> NMD *La défense antimissile balistique* Cahier de recherche du GIPRI, avril 2001

<sup>5</sup> Avec des charges gigantesques, elles rayent toute vie de la carte sur un rayon de 100 m

<sup>6</sup> [www.nuclearfiles.org/redocuments/2003/0203ushouseareport.pdf](http://www.nuclearfiles.org/redocuments/2003/0203ushouseareport.pdf), p.6

<sup>7</sup> Dans son texte de présentation, le centre est encore plus explicite sur ses buts philanthropiques universalistes « *The Center for Security Policy (...) has, operated as a non-profit, non-partisan organization committed to the time-tested philosophy of promoting international peace through American strength* »

## Perspectives d'une nouvelle politique étrangère indienne

Anne-Elisabeth Saroul

Le mois de mai a marqué un tournant en Asie du Sud. L'Inde, « la plus grande démocratie du monde » a élu, à l'issue d'élections marathon<sup>1</sup>, la quatorzième « Lokh Sabha », la chambre basse de son Parlement. Le Parti National du Congrès a créé la surprise en les remportant alors même que tous les sondages attribuaient au Bharatiya Janata Party (BJP), parti nationaliste hindou, au pouvoir depuis 1999.

Le retour du grand parti de l'Indépendance, initiateur du mouvement des Non-alignés, incarné par le Mahamat Gandhi et Jawarhal Nehru suscite incertitudes et interrogations parmi les élites indiennes mais également au sein de la Communauté internationale. La poursuite du processus de paix au Cachemire est une des principales questions en suspens.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères indien, Natwar Singh, a multiplié les déclarations affirmant son intention de poursuivre le processus de normalisation<sup>2</sup> des relations entre le Pakistan et son pays. La reprise de ce dernier à partir de début janvier 2004 a été favorisée par les Etats-Unis qui s'investissent davantage dans la région. Ainsi, lors des affrontements<sup>3</sup> de 1999 entre l'Inde et le Pakistan et la menace nucléaire qu'ils ont fait peser, la diplomatie américaine a joué un rôle important dans la résolution pacifique du conflit. L'impossibilité d'utilisation de leur arsenal nucléaire respectif, sous peine d'autodestruction, y a également contribué.

Cependant N. Singh est connu pour ses positions critiques à l'encontre de l'administration Bush<sup>4</sup>. Il s'inscrit dans l'idéologie congressiste, d'une Inde forte et indépendante, peu encline aux ingérences extérieures. Les Etats-Unis soutenaient d'ailleurs le BJP, voyant dans le Congrès, un partisan de l'économie protégée et le partenaire privilégié de la Russie. De plus, au cours de sa première



conférence de presse officielle<sup>5</sup>, les propos du ministre des Affaires étrangères ont déclenché de vives controverses. La référence faite au seul accord de paix de Simla de 1972 comme base des négociations et la possibilité de faire de la Ligne de contrôle une frontière internationale, positions inacceptables pour le Pakistan, ont engagé une polémique dans les médias et parmi les politiciens des deux Etats.

Les premières rencontres interministérielles indo-pakistanaïses auront lieu les 26 et 27 juin<sup>6</sup> à Dehli. Les thèmes abordés concerneront notamment le problème cachemirien et la sécurité régionale.

<sup>1</sup> Les élections se sont tenues du 20 avril au 10 mai. Les résultats ont été connus le 13 mai.

<sup>2</sup> Celui-ci a été amorcé par la rencontre entre le Premier ministre indien, A.B. Vajpayee, et le président pakistanais, P. Moucharrarf (en 1999)

<sup>3</sup> Le Pakistan et l'Inde se sont affrontés sur les hauteurs de Kargil (Cachemire) en 1999, à la suite d'incursions de militants cachemiris, soutenus par le gouvernement d'Islamabad, au-delà de la Ligne de contrôle. Cette dernière délimite la province du Jammu et Cachemire (indien) et l'Azad Cachemire (pakistanais).

<sup>4</sup> Les alliances traditionnelles, issues de la Guerre Froide demeurent, à savoir le triptyque Pakistan, Chine, Etats-Unis et la partenariat Inde-Russie.

<sup>5</sup> Press Conference, *I Want To Put An End To This Controversy*, Outlook web bureau, 1<sup>er</sup> juin 2004 [www.outlook.com](http://www.outlook.com)

<sup>6</sup> Se tiendra quelques jours auparavant une réunion d'experts portant sur les mesures de confiance à construire quant au nucléaire.

---

## Irak : Bilan provisoire d'une guerre durable\*

Gabriel Galice

---

Sans reprendre la grille d'analyse de notre article « Bilan provisoire d'une guerre durable » dans le précédent bulletin, il convient d'actualiser quelques chiffres éloquentes.

### Pertes humaines

Le site <http://cryptome.org/mil-dead-iqw.htm> annonce **817** morts de nationalité étasunienne depuis le début officiel de la guerre en Irak, dont 45 en Afghanistan. On avoisine les 1000 morts en ajoutant les pertes des autres troupes de la coalition. Les mutilés à vie ne sont pas calculés. Le site <http://www.iraqbodycount.net> (et non « irakbodycount », comme nous l'avions malencontreusement écrit dans notre précédent bulletin) dénombre plus de **10 000 civils tués** et plus de 20 000 blessés. 272 de ces blessés seraient morts, par explosion de bombes à fragmentation, parfois associés à d'autres armes. 147 de ces tués auraient été victimes d'explosions différées. La moitié, soit quelque 70, seraient des enfants. La condamnation de l'usage des bombes à fragmentation faisait partie des enjeux majeurs de la Conférence d'examen de la Convention des Nations Unies du 10 octobre 1980, qui s'est tenue à Genève du 11 au 21 décembre 2001. A son issue, de nombreux Etats " se sont engagés à réfléchir" à la question. A l'heure actuelle, en effet, ces armes n'entrent pas dans le champ d'application de la prohibition des mines anti-personnelles.

### Coût financier

Sur le site <http://costofwar.com/numbers.html>, Elias Vlantou et Niko Matsakis fournissent les sources de leur estimation, qui s'élève à **116 milliards**. Le coût devrait atteindre 135 milliards au 30 septembre. Ce chiffre n'inclut pas les

intérêts. Il faut en réalité le majorer, selon les auteurs, de 40%, à cause du rééchelonnement de la dette. Ce chiffre signifie peu ans l'absolu (ce que fait le site mentionné). Il faut le rapporter aux coupes claires dans les budgets sociaux, à la réforme fiscale favorable aux plus hauts revenus, aux bénéfices que tirent certains investisseurs de cette dépense publique.

### Coût politique

L'Etat irakien dûment décapité se voit doté d'un chef. Les négociations illustrent laborieusement la thèse de la « contagion démocratique », avancée (avec les « armes de destruction massive ») par les Etats-Unis pour justifier la guerre « préventive. » L'Irak offre plutôt le spectacle de la désolation et du chaos.

L'image des Etats-Unis se dégrade régulièrement. Après l'Espagne, maints alliés de la coalition se retirent ou se préparent à le faire. On entretient la fiction d'une prochaine souveraineté politique irakienne... sous occupation militaire étrangère. Cette guerre modèle systématise les expériences inaugurales des Balkans, notamment le mélange des genres entre l'humanitaire et le militaire. Deux ouvrages récents abordent ce thème. Sami Makki publie (avec une préface d'Alain Joxe) *Militarisation de l'humanitaire, privatisation du militaire*.<sup>1</sup> « Les relations entre civils et militaires aux Etats-Unis sont en pleine mutation. Les tendances à la militarisation et à la commercialisation de l'humanitaire et de l'aide au développement se sont faites plus fortes. » Thierry Pech et Marc-Olivier Padis explorent, dans leur livre *les multinationales du cœur*,<sup>2</sup> « le laboratoire d'une vaste redistribution des rôles entre les acteurs publics, la sphère marchande et la société civile. »

---

\* Suite de l'article « Irak : bilan provisoire d'une guerre durable » in Bulletin de GIPRI n°8

<sup>1</sup> Association GRISP/CIRPES [cirpes@ehess.fr](mailto:cirpes@ehess.fr)

<sup>2</sup> Paris, Seuil, février 2004.

---

## Dernières (mauvaises) nouvelles

Le GIPRI reviendra dans son prochain bulletin sur l'échec de la conférence préparatoire à la prochaine conférence d'examen du Traité de Non-Prolifération Nucléaire (TNP). Il traitera également des mesures cosmétiques qui ont été prises pour donner une illusion de vitalité à la Conférence du Désarmement à Genève.

Les signes de renouveau de l'armement nucléaire se multiplient. Une commission de la Société Américaine de Physique demande instamment au gouvernement d'attendre une évaluation complète des conséquences techniques et politi-

ques de la proposition de la NNSA (l'administration nationale américaine de sécurité nucléaire) de construire une nouvelle usine de fabrication et d'assemblage de cœurs de Plutonium pour l'arsenal nucléaire américain ! La capacité prévue est de 450 cœurs par an ! Le prix dépasse naturellement plusieurs milliards de dollars. Outre le caractère démentiel d'une proposition qui semble agréer l'administration actuelle, la crainte augmente de voir reprendre les essais à terme relativement court.

J.- P. S.




# Les Cahiers du GIPRI

*Les Cahiers* du GIPRI sont une nouvelle publication de l'**Institut International de Recherche pour la Paix à Genève**. Au rythme au moyen de deux *Cahiers* par an, chaque numéro aborde un thème particulier, traité par un ou plusieurs auteurs.

Dans une perspective internationale et multidisciplinaire, *Les Cahiers* abordent les sujets traités sous l'angle des sciences naturelles (physique, biologie, ...) ou des sciences sociales (droit, anthropologie, économie, sciences politique, ...). Ils s'attachent à questionner l'actualité et ses arrière-plans conceptuels et factuels.

- Cahier n° 1 : « Droit, éthique et politique », par Abdou Diouf, ancien Président de la République du Sénégal et actuel Secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie, Aminata Traoré, ancienne ministre de la culture du Mali, et Denis Collin (*Parution en juillet 2004*)
- Cahier n° 2 : « Convergences et divergences entre les rôles de la police et de l'armée », par G. Arcudi et M. Vonlanthen (*A paraître à l'automne 2004*)
- Cahier n° 3 : « Les peuples dans l'ordre du monde », par G. Galice (*A paraître au printemps 2005*)
- Cahier n° 4 : « Armes extra-atmosphériques et maîtrise des armements », par J. Goldblat, J-P Stroot et G. Harigel (*A paraître à l'automne 2005*)
- Cahier n° 5 : « L'économie du Système National-Mondial Hiérarchisé », par M. Beaud (*A paraître au printemps 2006*)

Bon de commande	
	<u>Je soussigné :</u>
	Nom : _____
	Prénom : _____
	Institution : _____
	Adresse : _____
	Code postal : _____ Ville : _____
	Pays : _____
	Téléphone : _____ Fax : _____
	Email : _____
<u>Commande ferme :</u>	
_____ abonnement(s) annuel(s), soit 2 numéros :	
• Au prix institution de 45 CHF ou 30 €	
• Au prix particulier de 30 CHF ou 20 €	
• Au prix étudiants de 24 CHF ou 16 €	
(Je fournis ci-joint une copie de ma carte d'étudiant pour l'année en cours.)	
_____ Cahier n°1 : <i>Droit, Ethique et Politique</i> au prix de 30 CHF ou 20 €	
Frais d'envoi de 3 CHF ou 2 € par numéro	
<u>Mode de paiement :</u>	
<input type="checkbox"/> Compte bancaire : Banque Cantonale de Genève U 0774.59.63	
<input type="checkbox"/> Bulletin de versement : C.C.P. : CH-12-4103-5	
Je joins la preuve du paiement	
Date : _____	Signature : _____
Ce bon de commande est à retourner à la Fondation GIPRI, Voie Creuse 16, 1202 Genève (Suisse). Fax : +41.(0)22.919.79.43	

## Projet de conférence

### « L'eau pour la paix au Moyen-Orient »

printemps 2005



Le projet GIPRI de conférence sur l'eau au Moyen orient poursuit ses développements par étapes. Les réunions de Jérusalem et d'Amman en novembre avaient fédéré autour du *Jerusalem Institute for Israel Studies* et de *Al Quds University*, deux équipes de scientifiques israéliennes et palestiniennes.

En avril, la première réunion conjointe des chefs de délégation a eu lieu à Jérusalem. Trois thèmes principaux de recherche ont d'ores et déjà été arrêtées : inventaire et analyse des projets bilatéraux et des accords sur l'eau; état et disponibilité de l'aquifère central; désalinisation et recyclage des eaux usées. Le prochain meeting tentera de faire une synthèse de ces travaux et de créer des groupes de travail mixtes. Parallèlement à ces recherches, GIPRI accueillera dès juillet à Genève une stagiaire israélienne et une stagiaire palestinienne, en charge de rechercher et développer des partenariats.

## Livres et revues



### *Tribus et pouvoirs en terre d'Islam*

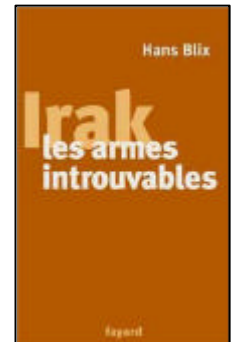
Par Hosham Dawod, Paris, Armand Collin, 2004

Anthropologue irakien, chercheur au Centre d'études interdisciplinaires des faits religieux (CNRS), Hosham Dawod dirige l'ouvrage collectif « Tribus et pouvoirs en terre d'Islam », dans le quel il publie une contribution intitulé « Tribus et pouvoirs en Irak ».

### *Irak, les armes introuvables*

Par Hans Blix, Arthème Fayard, 2004

Dans ce livre, le chef des inspections de l'ONU en Irak a décidé de tout dire. Il relate la réalité des faits (les pressions subies, l'état des lieux des inspections, le récit de l'avant-conflit, les propos échangés avec les principaux protagonistes (George Bush, Tony Blair, Jacques Chirac...). L'auteur analyse également les motifs inavoués de l'intervention américaine et restitue les derniers événements dans le contexte plus général des années 1990 (première guerre du Golfe, premières inspections en 1994, les raisons de leur interruption...).



## INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES POUR LA PAIX A GENEVE (GIPRI)

Président d'honneur - A. Be renstein †

Bureau de la Fondation :

Président - Jean -Pierre Stroot

Directeur - Gabriel Galice

Coordinateur des projets

et collaborateur scientifique - Laurent Calligé

Chercheuse associée – Aïgul Jarmatova

Avec la collaboration de : Kamel Bouyahiaoui, Stéphanie Kuhn, Milagro Posada, Sophie Quinchard,  
Anne Elisabeth Saroul

et avec l'assistance technique de Helena Tabakovova

Voie Creuse 16

1202 Genève (Suisse)

Tél. : +41 (0) 22 919.79. 40

Fax : +41 (0) 22 919.79. 43

Courriel : [gipri@gcsp.ch](mailto:gipri@gcsp.ch) site Internet : [www.gipri.ch](http://www.gipri.ch)

Les opinions exprimées dans ce bulletin n'engagent que leurs auteurs.